

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Troisième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 22 - 26 octobre 2001

PROJETS SOUMIS À L'APPROBATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Point 9 de l'ordre du
jour

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.3/2001/9-B/3
13 septembre 2001
ORIGINAL: ANGLAIS

INTERVENTION PROLONGÉE DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT— RÉGION CÔTIÈRE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST 10064.0

**Aide alimentaire ciblée dans le cadre des
activités de secours et de redressement en
faveur des réfugiés, de personnes
déplacées et de réfugiés de retour en
Guinée, en Sierra Leone et au Libéria**

Nombre de bénéficiaires	835 000 (moyenne)
Femmes:	492 650 (59 pour cent en moyenne)
Durée du projet	12 mois (1er janvier –31 décembre 2002)

	Coût (dollars E.-U.)
Coût total pour le PAM	60 400 746
Coût total des produits alimentaires	23 813 442

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

Note au Conseil d'administration



Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur, Bureau régional pour
l'Afrique de l'Ouest (ODD):

M. M. Aranda da Silva

Attaché de liaison principal, ODD:

M. T. Lecato

tél.: 066513-2370

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le Superviseur de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2328).



Résumé

L'instabilité a commencé dans la région en 1989, date à laquelle une guerre civile de sept ans a éclaté au Libéria, dont plus de 80 pour cent de la population a été déplacée et 10 pour cent tuée. Dès 1991, le conflit s'est étendu à la Sierra Leone voisine, dont plus de 70 pour cent de la population a également été déplacée. Ces guerres civiles ont eu des retentissements en Guinée, qui a accueilli 300 000 réfugiés de Sierra Leone et du Libéria. Depuis septembre 2000, on fait état d'attaques transfrontalières par des assaillants opérant à partir de la Sierra Leone et du Libéria. Ces attaques visent essentiellement les sites où sont installés les réfugiés (en particulier le "Bec de perroquet", un morceau de territoire guinéen quasiment entouré par le territoire sierra-léonien). D'autres incursions transfrontalières ont également lieu sur le territoire libérien; elles sont le fait de bandits armés dont on pense qu'ils opèrent à partir de bases situées en Guinée. Il en est résulté des déplacements internes de population, essentiellement dans le comté de Lofa.

Les combats transfrontaliers ont entraîné diverses formes de déplacement des populations: des Guinéens et Libériens déplacés à l'intérieur de leur territoire national; des réfugiés sierra-léoniens et libériens déplacés en Guinée; des mouvements transfrontaliers de réfugiés retournant dans leur pays d'origine; et des mouvements transfrontaliers limités de réfugiés vers des pays tiers. Ces déplacements sont la cause essentielle de l'insécurité alimentaire dans la sous-région.

Le programme d'interventions du PAM comporte trois grands axes:

- intervention d'urgence par le biais de la fourniture d'une ration de base adéquate aux personnes déplacées (réfugiés, personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays [PDI] et rapatriés);
- intervention d'urgence en faveur des personnes souffrant de malnutrition grave et modérée par le biais d'actions curatives (alimentation thérapeutique et complémentaire);
- et interventions de secours/redressement à l'intention des personnes vivant dans l'insécurité alimentaire par le biais de la mise en place de filets de sécurité (activités vivres-contre-travail [VCT], vivres pour la formation, alimentation scolaire d'urgence et alimentation des groupes vulnérables en institution). Les interventions s'inscriront dans le cadre de la politique du PAM visant à promouvoir l'égalité entre les sexes et donneront la priorité, dans la mesure du possible, aux besoins particuliers des femmes et des enfants et, de plus, répondront aux besoins du reste de la population ciblée.

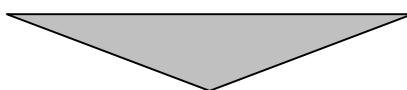
L'analyse de la vulnérabilité sera renforcée par la création d'une nouvelle cellule d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité (ACV) dans la sous-région, à Dakar, laquelle aidera les divers bureaux de pays à améliorer leur capacité ACV. Des groupes d'évaluation multisectoriels de la vulnérabilité seront également créés à l'échelon national et sur le terrain pour que les programmes d'aide alimentaire puissent être examinés et modifiés à intervalles réguliers. Cela aidera le PAM à améliorer son ciblage et optimisera l'impact de son aide alimentaire. La capacité ACV sera également renforcée en recourant aux méthodes de l'évaluation de l'économie alimentaire des ménages.

La stratégie régionale adoptée pour cette intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) ménage au PAM la souplesse nécessaire pour redéployer ses ressources dans la sous-région en fonction de l'évolution de la situation, à l'intérieur de



chacun des trois pays, ou d'un pays à l'autre, ainsi qu'en Côte d'Ivoire, à laquelle il pourrait être justifié que les milieux humanitaires s'intéressent de plus près étant donné qu'elle accueille les demandeurs d'asile des pays voisins touchés. La même souplesse s'appliquera aux ressources en personnel. Compte tenu de l'appui dynamique du PAM à la collaboration interinstitutions, et de la très grande priorité accordée dans ce cadre aux plans conjoints de secours et au processus d'appel commun des Nations Unies, la présente IPSR sera intégrée dans ces deux mécanismes de collaboration entre institutions des Nations Unies, s'il y a lieu.

Projet de décision



Le Conseil approuve l'IPSR Région côtière de l'Afrique de l'Ouest 10064.0—Aide alimentaire ciblée dans le cadre des activités de secours et de redressement en faveur des réfugiés, de personnes déplacées et de réfugiés de retour en Guinée, en Sierra Leone et au Libéria (WFP/EB.3/2001/9-B/3).



CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Contexte de la crise

1. Il existe des liens très étroits en matière politique, sécuritaire et humanitaire entre la Guinée, la Sierra Leone et le Libéria. La crise a éclaté dans la sous-région en 1989, date à laquelle une guerre civile de sept ans a démarré au Libéria, où plus de 10 pour cent de la population a été tuée et 80 pour cent déplacée^{1,2}. Dès 1991, le conflit s'était propagé à la Sierra Leone voisine, déplaçant plus de 70 pour cent de sa population en raison des incursions fréquentes des forces armées du gouvernement d'opposition, le Front uni révolutionnaire. Les guerres civiles en cours au Libéria et en Sierra Leone ont eu des retentissements dans la Guinée voisine, qui a accueilli quelque 300 000 réfugiés, essentiellement dans la région Sud-Est du pays. Les attaques transfrontières ont continué d'avoir lieu sur les territoires guinéens et libériens, en particulier dans le "Bec de perroquet", en Guinée, jusqu'en mars 2001, menaçant la stabilité de toute la sous-région et la plongeant dans une crise d'urgence humanitaire transfrontières complexe.

Guinée

2. À partir de septembre 2000, des groupes armés dont on pense qu'ils opèrent à partir de la Sierra Leone et du Libéria ont commencé à lancer des attaques transfrontières, qui se sont soldées par plus de 1 000 morts et une destruction massive dans les régions de Gueckedou et de Farmoria. À partir de ce moment-là, on a enregistré un changement de comportement face aux réfugiés en Guinée. Les autorités ont officiellement lié ces incidents à la présence d'un nombre substantiel de demandeurs d'asile dans le pays, compromettant ainsi le climat d'hospitalité dont avaient bénéficié les réfugiés depuis leur arrivée. En raison de l'insécurité et de l'intimidation qui règnent depuis le début de 2001, plus de 56 000 réfugiés sierra-léoniens ont décidé de retourner volontairement dans leur pays avec l'aide du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), et bien d'autres devraient les suivre.
3. La situation difficile à laquelle se trouve confrontée la Guinée est d'autant plus grave qu'une bonne part de la population du pays vit dans la pauvreté. D'après le rapport du PNUD sur le développement humain en 2000, l'espérance de vie y est de 54 ans en moyenne et le taux d'analphabétisme de 65 pour cent. Le produit national brut (PNB) est de 570 dollars E.-U. par personne et environ 40 pour cent de la population vit dans la pauvreté absolue.

Sierra Leone

4. En 2000, les milieux humanitaires avaient prévu de passer des secours d'urgence aux activités de redressement/réinsertion visant à renforcer l'autosuffisance. Toutefois, les difficultés d'application de l'Accord de paix de Lomé (signé en juillet 1999) ont entraîné de sérieux contretemps. En mai 2000, la mission de maintien de la paix des Nations Unies (UNAMSIL), récemment créée, a été attaquée par les forces armées de l'opposition, ce qui

¹ Source: Diverses évaluations et rapports des organismes humanitaires.

² Cette crise est une conséquence de la destruction de l'infrastructure, notamment des écoles (particulièrement en milieu rural), des déplacements de population et de la conscription (volontaire ou involontaire) des enfants dans les diverses factions guerrières.



a interrompu le processus de désarmement et le développement de l'aide humanitaire dans les zones qui ne sont pas sous le contrôle du gouvernement.

5. Un nouveau cessez-le-feu a été signé en novembre 2000, pour permettre aux forces de maintien de la paix de l'UNAMSIL d'accéder sans encombre aux zones détenues par le Front uni révolutionnaire dans le Nord et dans l'Est du pays. Le cessez-le-feu a été respecté et l'UNAMSIL a été autorisée à se déployer dans certaines des zones détenues par le Front uni révolutionnaire. Cependant, la situation sur le terrain reste incertaine, et il est donc difficile pour la communauté humanitaire d'y accéder et de porter assistance aux plus de 400 000 PDI et aux réfugiés qui rentrent de Guinée, dont la plupart ne peuvent atteindre leur zone d'origine en raison de l'insécurité.
6. La Sierra Leone, où l'espérance de vie de la population est d'environ 35 ans et les taux de mortalité maternelle et de mortalité des nourrissons sont parmi les plus élevés au monde, vient au 175^{ème} rang des 175 pays cités dans le Rapport du PNUD sur le développement humain en 2000. Depuis cinq ans, la Sierra Leone se classe au dernier rang de la liste de l'Indicateur du développement humain (IDH), ce qui traduit l'extrême dénuement de sa population.

Libéria

7. Bien que la guerre civile entre les forces gouvernementales et l'opposition armée qui opérerait à partir de bases situées en Guinée ait officiellement pris fin en 1996, des combats sporadiques ont repris en 1999 et se poursuivent jusqu'à nos jours. Ces attaques ont augmenté l'insécurité dans les comtés de Lofa et de Nimba et ont entraîné des déplacements internes de population vers le comté de Gbarpolu. Cette année, les Nations Unies ont imposé des sanctions contre le Gouvernement libérien, lesquelles sont entrées en vigueur le 7 mai 2001 (après avoir été ajournées durant deux mois), en raison de la participation alléguée des autorités nationales au trafic des armes et des diamants.
8. Le Libéria est l'un des pays les moins avancés du monde, une situation qui ne devrait pas s'améliorer à court terme. Le Rapport du PNUD sur le développement humain en 2000 classe le Libéria 174^{ème} sur 175 pays. L'espérance de vie y est de 42 ans et la couverture immunologique est inférieure à 40 pour cent.

Analyse de la situation

9. La situation politique et sécuritaire actuelle dans la sous-région peut être caractérisée comme très instable et extrêmement fluctuante, en particulier dans les zones frontalières. L'insécurité règne toujours dans certaines régions de la Sierra Leone, ce qui rend très difficile la réinstallation et la réinsertion des réfugiés qui retournent dans leur foyer, des PDI et des anciens combattants. Au Libéria, bien que la guerre civile de sept ans soit officiellement terminée, des combats sporadiques, la stagnation économique, les incursions transfrontières et la polarisation ethnique ont laissé le pays exsangue. En Guinée, les attaques perpétrées le long des frontières du Sud ont entraîné une instabilité globale et les déplacements complexes de population ci-après:
 - des Guinéens déplacés à l'intérieur de leur propre pays;
 - des réfugiés sierra-léoniens et libériens déplacés en Guinée;
 - des mouvements transfrontières de réfugiés retournant dans leur pays d'origine (Sierra Leone et Libéria); et
 - des mouvements transfrontières limités de réfugiés allant vers des pays tiers (par exemple Côte d'Ivoire).



10. Ces déplacements, s'ajoutant à l'insécurité, sont la cause première de l'insécurité alimentaire dans la sous-région, plaçant une lourde charge additionnelle sur les moyens de survie déjà limités de ces populations, en particulier des réfugiés sierra-léoniens et libériens en Guinée.
11. Pour les réfugiés sierra-léoniens et libériens en Guinée, la stratégie du PAM reste conforme à celle du HCR, à savoir déplacer les réfugiés qui se trouvent dans le Bec de perroquet afin de les éloigner des zones frontalières et de les diriger vers des zones plus sûres à l'intérieur de la Guinée. Le PAM a envoyé des vivres aux points de livraison avancés (PLA) situés aussi près que possible des sites où vivent les réfugiés afin de permettre une distribution efficace des vivres par le HCR et les partenaires d'exécution.
12. On s'attend à ce que les combats se poursuivent le long des frontières guinéennes, sierra-léoniennes et libériennes, entraînant de nouveaux déplacements et augmentant l'insécurité alimentaire. La pression accrue de la communauté humanitaire continuera probablement à rendre possible le passage en toute sécurité des réfugiés sierra-léoniens entre la Guinée et leur pays. Pour ceux qui se trouvent dans le Sud-Est de la Guinée, le retour dépendra fortement de la coopération du Front uni révolutionnaire et de l'appui de l'UNAMSIL. En Sierra Leone, on prévoit que le processus de réinstallation/réinsertion des réfugiés de retour, des PDI et des ex-combattants restera difficile.

État nutritionnel

13. D'après la base de données mondiale sur la malnutrition maternelle et infantile de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le nombre et les pourcentages d'enfants souffrant de malnutrition en Afrique de l'Ouest sont en progression. D'après les prévisions, ils devraient continuer d'augmenter. D'après l'OMS, les causes de la malnutrition en Afrique de l'Ouest sont diverses —la principale en étant la guerre, et les facteurs s'y rapportant étant une faible croissance économique, l'insécurité alimentaire et la prévalence de certaines maladies. D'après les estimations actuelles, 34,9 pour cent des enfants souffrent de retard de croissance, ce qui représente 15 millions d'enfants de moins de 5 ans (contre 9 millions en 1980). Le nombre estimé d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale a augmenté, passant à presque 16 millions (contre 7,5 millions en 1980).
14. La forte prévalence du goitre dans la sous-région, en particulier chez les bénéficiaires de l'aide du PAM dans les trois pays visés par l'IPSR, pourrait être améliorée par la distribution de sel iodé dans la ration de base générale (destinée aux personnes déplacées). On estime que 97 pour cent de la population vivant en dehors des centres urbains n'a pas accès au sel iodé.
15. Le PAM inclura 25 grammes de mélange maïs-soja dans la ration générale de base de 2 100 kilocalories, qui sera destinée à ceux qui n'ont aucun autre moyen de faire face à l'insécurité alimentaire. L'ajout d'une petite quantité de mélange maïs-soja est destiné aux enfants de moins de 3 ans (en sus des rations alimentaires spécifiques fournies dans le cadre du programme de santé maternelle et infantile [SMI]), pour lesquels l'assortiment alimentaire fourni n'était pas suffisant. Le mélange maïs-soja ne sera pas inclus dans les rations réduites de 1 788 kilocalories, car cette ration est destinée à ceux qui ont quelques moyens de survie (bien que rares).
16. En **Guinée**, la situation sanitaire et nutritionnelle globale est stable dans la région des forêts, à quelques exceptions près, en particulier dans les camps de Kouankan pour les PDI et autour de N'Zerekore pour les Libériens, lesquels seront réinstallés dans des camps. Bien que les données disponibles sur ces populations soient insuffisantes, on note des signes de difficultés accrues. Les réfugiés réinstallés sont considérés comme une population à risque parce qu'ils ont été déplacés de leur foyer, où ils s'étaient réinstallés et



avaient acquis au fil des ans toute une série de techniques de survie. Ayant perdu l'essentiel de leurs possessions et ayant été installés dans des zones qui ne leur offrent pas de possibilité d'autosubsistance pendant un certain temps, ils sont désormais beaucoup plus tributaires de l'aide extérieure.

17. En **Sierra Leone**, la situation nutritionnelle des PDI de Blama, Kenema et Port Loko est stable.
18. Au **Libéria**, la situation nutritionnelle des zones accessibles semble stable, à l'exception des abris de Montserrado, où les taux de malnutrition sont de 15 pour cent. La malnutrition est également importante dans les populations qui vivent autour des camps, une région où l'on note par ailleurs que la sécurité alimentaire est généralement mauvaise.

Situation des femmes dans la sous-région

19. En application de la politique du PAM en faveur des femmes mise en œuvre depuis 1995, des programmes sont destinés en particulier aux femmes et aux fillettes de la sous-région. Une certaine amélioration en a découlé, mais il reste beaucoup à faire.
20. Même avant le début du conflit prolongé entre la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone, la situation des femmes dans la région était critique. Les chiffres enregistrés pour les trois pays à la fois dans l'IDH et dans l'Indicateur sexospécifique du développement humain sont régulièrement mauvais dans les cinq derniers rapports du PNUD sur le développement humain. La région est l'une des plus pauvres du monde. Les taux d'alphabétisation des femmes sont parmi les plus faibles et les taux de mortalité maternelle et de mortalité des nourrissons parmi les plus élevés.
21. Les 10 dernières années d'instabilité politique dans la région ont encore aggravé la situation déjà fragile et précaire des femmes, en particulier en ce qui concerne leur émancipation. Le conflit a entraîné la destruction de l'infrastructure, des services sociaux et des systèmes traditionnels de soutien, ce qui a compromis de nombreux avantages précédemment acquis par les femmes en matière d'émancipation, en particulier en milieu rural. Un million de personnes ont ainsi été déplacées, la majorité étant des femmes et des fillettes. Il en est également résulté une génération sans instruction, dont la majorité sont des filles³. Les femmes et les fillettes ont également été victimes des atrocités commises durant le conflit, en particulier en Sierra Leone où le viol et le rapt des femmes et des fillettes pour utilisation comme esclaves, notamment sexuelles, dans des camps était une arme de guerre courante.
22. Les effets de ce conflit régional pour les femmes et les enfants ont été et restent une grande source d'inquiétude. Au cours de missions récentes d'évaluation, il a été observé que les femmes ont beaucoup de mal à se faire enregistrer comme réfugiés. La situation des femmes déplacées à l'intérieur de leur propre pays est également difficile. Dans le même temps, le conflit a donné aux femmes la possibilité d'accéder à des activités qui leur étaient traditionnellement inaccessibles car l'absence des hommes (soit parce qu'ils sont partis combattre, qu'ils sont morts ou qu'ils ont migré pour trouver du travail) a permis aux femmes d'assumer des responsabilités traditionnellement perçues comme étant masculines. Il s'agit notamment (mais pas exclusivement) de la prise des décisions, de la participation aux programmes d'activités rémunératrices et de la formation. Certaines femmes ont même bâti leur propre maison, soit dans les camps qui les abritaient temporairement ou à leur retour dans leur village et dans leur ville. À l'heure actuelle, il est difficile de dire si ces

³ Source: Diverses évaluations et rapports des organismes humanitaires.



possibilités leur resteront ouvertes à la fin du conflit. Il est nécessaire de déployer des efforts concertés pour tirer parti de cette évolution positive et la renforcer.

23. Pour transformer les choses, il faut une connaissance critique et approfondie des conditions actuelles et de la dynamique sociale des relations hommes/femmes. On accordera donc une priorité élevée à la réalisation d'une analyse approfondie de la situation des femmes et des fillettes, pour mieux comprendre ce qui a changé dans leur vie et les mécanismes de transformation sociale résultant du déclin économique et politique prolongé dans la région.
24. **Prévalence du VIH/SIDA.** Bien qu'on ne dispose pas encore de statistiques précises et fiables, on estime que la prévalence du VIH/SIDA et d'autres maladies sexuellement transmissibles est importante dans la région. Divers facteurs, y compris la promiscuité, la forte densité de population et le dénuement, exposent les réfugiés et les PDI, et particulièrement les jeunes enfants, à un risque élevé de sévices sexuels et d'infection par le VIH/SIDA et d'autres maladies sexuellement transmissibles.
25. Conformément aux Engagements du PAM en faveur des femmes, on s'assurera que les femmes sont représentées dans tous les aspects de l'opération, y compris participation aux équipes de gestion et de distribution des vivres. Ces équipes aident les partenaires d'exécution à organiser les distributions de vivres en mettant au point les listes de bénéficiaires, en assurant le traitement des produits et en vérifiant les cartes de rationnement. Les Engagements du PAM en faveur des femmes seront inclus dans les accords conclus avec les partenaires d'exécution. Le PAM s'efforcera d'accroître le nombre de femmes aux postes de décision, non seulement dans la gestion des vivres, mais également dans d'autres domaines.

Mesures prises par le PAM

26. Le PAM fournit des secours d'urgence et une aide au redressement aux PDI et aux réfugiés dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest (y compris en Côte d'Ivoire et au Ghana) depuis 1990. Jusqu'en décembre 2000, huit interventions prolongées de secours (IPS) et IPSR (04604.0 à 04604.7) ont été approuvées par le PAM, qui a fourni au total 920 107 tonnes de produits, pour un coût global pour le PAM de 491 122 457 dollars. L'IPSR régionale en cours (06271.0) a été approuvée par le Conseil d'administration en octobre 2000 pour fournir 103 210 tonnes de produits sur 12 mois (janvier à décembre 2001) à 965 000 bénéficiaires en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone, dont 530 750 (ou 55 pour cent) étaient des femmes. Le total des coûts encourus par le PAM au titre de cette IPSR s'élevait à 64 968 890 dollars. L'IPSR 06271.0 a fait l'objet de plusieurs révisions budgétaires pour lui permettre de faire face à la situation humanitaire fluctuante à laquelle était confrontée la Guinée, et en juin 2001, la contribution de produits avait atteint 112 623 tonnes, pour un coût direct total pour le PAM de 65 099 783 dollars.
27. Outre les interventions du PAM dans le cadre de l'IPSR régionale, diverses autres opérations, principalement des opérations d'urgence et des opérations spéciales ont été mises en oeuvre. En outre, un programme de pays a été approuvé pour la Guinée par le Conseil d'administration en février 2001. En Guinée (comme dans les autres pays où peuvent avoir été lancées quelques actions de développement limitées), l'IPSR complète les autres interventions en mettant l'accent sur les activités de redressement non couvertes par ces dernières. Les opérations spéciales, en particulier l'opération hélicoptérée en Sierra Leone⁴, ainsi que l'opération récemment approuvée pour la Guinée de services de transport

⁴ L'opération spéciale hélicoptérée en cours en Sierra Leone (10060.0) a été approuvée en janvier 2001, pour un coût total pour le PAM de 3 899 874 dollars.



aérien de passagers⁵, contribuent à renforcer les moyens logistiques et opérationnels d'intervention du PAM dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest, ce qui devrait améliorer nettement diverses activités, en particulier le suivi et l'évaluation et l'ACV.

Politiques et programmes gouvernementaux/régionaux de redressement

28. En **Sierra Leone**, la stratégie intérimaire de lutte contre la pauvreté lancée par le gouvernement en mars 2001 est le cadre général de l'intervention du PAM dans les secteurs ou domaines tels que l'agriculture, la problématique hommes-femmes, la santé/la nutrition, l'éducation, l'eau/l'assainissement et l'infrastructure. Cette stratégie met l'accent sur les besoins immédiats des PDI, des rapatriés et des autres groupes vulnérables, sur la réinstallation, et sur la remise en état de l'infrastructure sociale et économique. Les réfugiés sierra-léoniens dans les pays voisins rentreront dans les zones de leur pays où opèrent plusieurs organismes d'aide alimentaire. En conséquence, un nombre plus ou moins important de rapatriés s'installeront dans les zones ciblées par l'aide alimentaire du PAM. Bien que les autorités locales aient conscience que la reconstruction est un des besoins de leur population à l'issue de la guerre, et qu'elles soient prêtes à investir, les efforts mis en œuvre par l'État restent compromis par le manque de ressources publiques. Il en résulte une dépendance accrue des organismes humanitaires et de l'aide de la communauté des bailleurs de fonds, qui n'a pas toujours été acquise. À l'instar d'autres donateurs et institutions des Nations Unies, le PAM fournit une aide à la sous-région dans le cadre stratégique global des Nations Unies, notamment du processus d'appel commun.
29. De même, la **Guinée** et, en particulier, le **Libéria**, qui manquent également de ressources, ont mis en œuvre leurs propres stratégies nationales de reconstruction et de redressement, qui sont un cadre approprié pour les interventions du PAM. Plusieurs organes stratégiques œuvrent en collaboration étroite à l'échelle régionale et nationale pour résoudre le plus efficacement possible la crise humanitaire complexe sans précédent à laquelle est confrontée la sous-région, en tenant compte de tous les facteurs pertinents (sécurité, humanitaire et politique, reconstruction, etc.). L'ONU/UNAMSIL, le Groupe de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest du contrôle du cessez-le-feu (ECOMOG), le PAM, le Bureau pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), les donateurs et d'autres institutions des Nations Unies ont joué des rôles majeurs, et des plans de secours tenant compte des divers scénarios et de la complexité de la situation sont en place pour faire face à l'évolution des événements locaux et/ou régionaux.

Justification de l'aide requise

30. Des attaques transfrontières ont toujours lieu, et devraient se poursuivre, entraînant de nouveaux déplacements de population et une insécurité alimentaire accrue. On prévoit donc qu'un nombre important de PDI guinéennes et de réfugiés sierra-léoniens et/ou libériens auront encore besoin d'une aide en Guinée, où l'insécurité a forcé plus de 56 000 réfugiés sierra-léoniens à retourner dans leur pays d'origine. Bien d'autres les suivront. De ce fait, les effectifs en Sierra Leone continueront d'augmenter. Mais nombre de ces personnes ne peuvent rentrer dans leur région d'origine faute d'une sécurité suffisante.
31. Tous ces facteurs entraîneront des niveaux toujours élevés de vulnérabilité face à l'insécurité alimentaire dans la sous-région au cours de l'année à venir, et l'aide alimentaire représentera donc l'une des ressources principales permettant de faire face à la situation humanitaire. De plus, dans certaines zones de conflit armé, les membres du

⁵ L'opération spéciale 10061.0 a été approuvée en avril 2001, pour un coût total pour le PAM de 1 264 813 dollars.



groupe d'âge productif (essentiellement les hommes et les jeunes enfants) sont enrôlés comme combattants. Les femmes deviennent alors chef de famille, puisqu'elles sont obligées de s'occuper seules du foyer. Malgré cela, dans certaines zones sélectionnées de chaque pays, des activités de reconstruction/redressement pourront avoir lieu, jetant les bases de l'aide future au développement et attirant d'autres investissements et contributions complémentaires d'autres partenaires.

STRATEGIE DE L'IPSR

Besoins des bénéficiaires

32. L'IPSR proposée pour 2002 tire parti de l'expérience acquise jusqu'à présent au cours des opérations antérieures du PAM dans la sous-région, et en particulier de l'IPSR régionale en cours (06271.0), qui s'est avérée être un moyen efficace de satisfaire les besoins de la population visée. Les besoins des bénéficiaires ont été appréciés au cours de l'évaluation rapide menée conjointement par le PAM et le HCR dans les trois pays au début de mai 2001, avec une collaboration active des principaux donateurs (les États-Unis d'Amérique, l'Union européenne, le Japon), des organisations non gouvernementales (ONG), des partenaires d'exécution (pourparlers directs ou discussions bilatérales antérieures) et des contreparties du gouvernement. Cette évaluation, ainsi que les enquêtes nutritionnelles régulières et les résultats du suivi de la sécurité alimentaire, ont confirmé qu'il était nécessaire de poursuivre l'aide alimentaire sous forme de secours d'urgence et d'interventions de reconstruction pour les populations touchées par le conflit en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone, et ont servi à déterminer les mécanismes d'aide les plus adaptés. L'approche de l'IPSR régionale sera maintenue, car elle reste un outil souple, qui permet d'adapter les formes d'assistances et de répondre aux divers besoins interdépendants ou complémentaires, au fur et à mesure de l'évolution de la situation.

Le rôle de l'aide alimentaire

33. Le rôle de l'aide alimentaire sera double: i) sauver des vies (PDI et réfugiés) pour ceux qui sont victimes de l'insécurité alimentaire; et ii) contribuer aux efforts de redressement par des activités telles que vivres-contre-travail, vivres pour la formation et la réinstallation.

Méthodologie d'intervention

34. Le programme d'aide alimentaire du PAM comportera des activités à la fois de secours et de redressement. Plusieurs mécanismes d'intervention seront utilisés: intervention d'urgence par le biais d'une distribution générale de rations; intervention d'urgence par le biais d'actions curatives (alimentation thérapeutique et complémentaire destinée aux mères et aux enfants [SMI]); et intervention d'urgence/redressement/reconstruction par le biais de programmes servant de filets de sécurité (alimentation scolaire d'urgence, vivres-contre-travail, développement des compétences par la formation et alimentation en institution pour les groupes vulnérables souffrant de malnutrition). La description détaillée des groupes cibles de ces trois principales catégories d'interventions alimentaires et la composition de leur ration sont présentées ci-après (voir les tableaux 1, 2 et 3).

35. **Interventions d'urgence par le biais de la distribution générale d'une ration.** Cette ration (voir tableau 1) servira à aider les *personnes déplacées* par le conflit armé et par intimidation (réfugiés, PDI et rapatriés) qui sont tributaires de l'aide alimentaire pour



survivre. La ration générale fera la distinction entre ceux qui dépendent totalement de l'aide alimentaire extérieure et ceux qui ont des moyens limités de survie. Les personnes totalement dépendantes de l'aide (essentiellement les réfugiés récemment déplacés) recevront une ration générale complète de 2 103 kilocalories par jour. Ceux dont les moyens de survie sont limités (par exemple, les réfugiés vivant au même endroit depuis un certain temps ou les PDI se trouvant dans un environnement qui leur convient) recevront une ration générale moins importante, d'environ 1 788 kilocalories par jour. Les rations générales seront distribuées jusqu'à la fin de la première campagne agricole, après laquelle l'unité ACV régionale du PAM, en coopération avec les milieux humanitaires, effectuera une évaluation pour déterminer si ces personnes ont encore besoin, et dans quelle mesure, d'une assistance du PAM pour la campagne agricole suivante. Pour les rapatriés, la ration générale de 1 788 kilocalories sera distribuée durant une période initiale de deux mois pour leur permettre de se construire des abris permanents et de préparer leurs terres pour les semis.

36. **Intervention d'urgence par le biais d'actions curatives.** Une alimentation thérapeutique et complémentaire (voir tableau 2) sera fournie aux *personnes gravement mal nourries* dans les centres d'alimentation thérapeutique et aux *personnes souffrant de malnutrition modérée* dans les centres d'alimentation complémentaire. Cette intervention complète et appuie la distribution de rations générales. Les personnes souffrant de malnutrition ont des besoins nutritionnels tout à fait particuliers (par exemple en micronutriments) et doivent recevoir une ration curative spéciale en sus de la ration générale (du lait thérapeutique donné par les ONG s'occupant de soins médicaux et nutritionnels dans les cas de malnutrition grave). Ces ONG ou d'autres services sanitaires gouvernementaux compétents se chargeront de ces interventions, en tant que partenaires d'exécution ou organismes de contrepartie du PAM. Les rations seront de 725 kilocalories pour l'alimentation thérapeutique et de 1 251 kilocalories pour l'alimentation complémentaire à emporter.
37. **Intervention d'urgence/de redressement/de relèvement par le biais de programmes servant de filets de sécurité.** Des activités d'alimentation scolaire d'urgence, vivres-contre-travail ou de formation, ainsi que d'alimentation des groupes vulnérables en institution (voir tableau 3), seront mises en œuvre en faveur des *personnes victimes de l'insécurité alimentaire* dans les zones où le risque de malnutrition est élevé. Ces programmes servant de filets de sécurité, dont les bénéficiaires seront sélectionnés par ciblage ou autociblage, encourageront également les communautés à se constituer des actifs durables et à devenir autosuffisantes. Pour les activités vivres-contre-travail, la valeur monétaire de la ration sera fixée légèrement en deçà du taux pratiqué sur le marché du travail local pour éviter que les gens n'abandonnent d'autres activités économiques. Les niveaux des rations sont les suivants:
- activités de développement rural: vivres pour la création actifs (vivres-contre-travail et vivres pour la formation): 1 122 kilocalories;
 - alimentation scolaire d'urgence: 628 kilocalories;
 - alimentation en institution: 1 880 kilocalories (pour les groupes vulnérables -orphelins, tuberculeux et lépreux dans les hôpitaux, mères et enfants dans les centres de SMI, et jeunes filles visées par les programmes destinées aux jeunes mères adolescentes);
 - la teneur calorique et nutritionnelle des rations est suffisante pour assurer un niveau adéquat de sécurité alimentaire au sein du ménage. En Guinée, le niveau des rations distribuées dans le cadre des activités de redressement sera différent afin qu'il corresponde à celui qui a été fixé dans le cadre du programme de pays pour la Guinée.



TABLEAU 1: ASSORTIMENT ALIMENTAIRE QUOTIDIEN, PAR TYPE D'INTERVENTION—RATION GÉNÉRALE
(en grammes et valeur calorique)

Produit	Ration complète	Ration réduite
Céréales	450	400
Légumineuses	50	50
Huile	30	25
Mélange maïs-soja	25	-
Sucre	-	-
Sel	5	5
Kilocalories	2 103	1 788

TABLEAU 2: ASSORTIMENT ALIMENTAIRE QUOTIDIEN, PAR TYPE D'INTERVENTION—INTERVENTIONS CURATIVES
(en gramme et valeur calorique)

Produit	Ration thérapeutique	Ration complémentaire et SMI
Céréales	-	-
Légumineuses	-	-
Huile	30	25
Mélange maïs-soja	100	250
Sucre	20	20
Sel	-	-
Kilocalories	725	1 251

TABLEAU 3: ASSORTIMENT ALIMENTAIRE QUOTIDIEN, PAR TYPE D'INTERVENTION—FILETS DE SÉCURITÉ
(en gramme et valeur calorique)

Produit	Vivres-contre-travail* (Guinée)	Vivres-contre-travail* (Libéria et Sierra Leone)	Vivres pour la formation	Alimentation en institution	Alimentation scolaire
Céréales	2 000	1 000	200	370	100
Légumineuses	200	300	60	40	30
Huile	100	125	25	25	20
Mélange maïs-soja	-	-	-	50	-
Sucre	-	-	-	10	-
Sel	-	-	-	5	5
Kilocalories	1 711	1 115	1 122	1 880	628

* Pour une famille de cinq bénéficiaires en moyenne.

Évaluation des risques

38. Compte tenu de la situation dans la sous-région, l'insécurité et le conflit armé devraient probablement se poursuivre, en particulier les incursions transfrontières, qui entraînent l'insécurité alimentaire et rendent nécessaires les interventions d'aide alimentaire



d'urgence. Cependant, même si les secours représentent une partie importante de l'IPSR, l'autosuffisance sera développée par des stratégies de redressement/relèvement, en mettant en œuvre des activités telles que vivres-contre-travail qui, de par leur nature, jettent les bases du redressement et des programmes futurs de développement. Même si la tendance récente dans la sous-région est de privilégier l'aide humanitaire, le PAM fera tout son possible pour mettre en œuvre sa stratégie axée sur le redressement, qui restera un élément central de son intervention dans le cadre de cette IPSR. La mise en place de stratégies favorisant l'autosuffisance dépend du succès de la réinstallation et du rapatriement des réfugiés déplacés ainsi que de la réimplantation des PDI dans des zones sûres. Si ces conditions n'étaient pas remplies, toute stratégie visant à promouvoir l'autosuffisance sera vouée à l'échec. En outre, il est vital de mettre suffisamment de terres arables à la disposition des réfugiés réinstallés ou rentrés chez eux et aux PDI réinstallées pour leur permettre de produire une partie de leur nourriture. De même, il sera essentiel que la communauté des donateurs fournisse des semences et des outils, ainsi que d'autres articles non alimentaires complémentaires qui permettront de mettre en œuvre les programmes visant à promouvoir l'autosuffisance/la création d'actifs. Enfin, la présence et la disponibilité d'ONG partenaires d'exécution sera fondamentale. Pour réussir à mettre en œuvre d'autres activités dans le cadre des programmes de redressement/relèvement, il faudra peut-être que les contreparties gouvernementales développent leur capacité institutionnelle.

But et objectifs

39. Dans le but à plus long terme de renforcer les moyens de subsistance et de contribuer au redressement et à la sécurité alimentaire des ménages des populations touchées par le conflit, en encourageant le retour et l'autosuffisance, la présente IPSR aura les objectifs spécifiques ci-après:
- Par le biais de la distribution de secours alimentaires, satisfaire les besoins alimentaires essentiels afin d'améliorer la sécurité alimentaire immédiate des ménages des populations déplacées les plus vulnérables, qui se sont vues coupées d'autres sources de vivres.
 - Contribuer à améliorer l'état nutritionnel des groupes recensés comme étant gravement ou modérément en danger par le biais d'actions curatives (alimentation thérapeutique et complémentaire et dans les centres SMI), de l'alimentation des groupes vulnérables en institution et d'une alimentation scolaire d'urgence pour les enfants des zones très exposées à l'insécurité alimentaire.
 - Promouvoir et appuyer le processus de redressement et les efforts déployés par les personnes déplacées (PDI et réfugiés) par le biais de programmes de retour/réimplantation/réinstallation ainsi que de redressement moyennant des activités bien ciblées d'aide alimentaire au profit de la création d'actifs.

PLAN D'EXECUTION

Principales composantes du programme

40. Les principales catégories d'activités de l'intervention du PAM seront les suivantes:
- intervention d'urgence par le biais de la distribution générale d'une ration (pour les personnes déplacées qui connaissent désormais l'insécurité alimentaire);



- intervention d'urgence par le biais d'actions curatives (pour les personnes souffrant de malnutrition grave et modérée dans les centres d'alimentation thérapeutique et complémentaire); et
 - intervention d'urgence/de redressement/de relèvement par le biais des programmes servant de filets de sécurité (pour les personnes vivant dans l'insécurité alimentaire) (vivres-contre-travail, vivres pour la formation, alimentation scolaire d'urgence et alimentation des groupes vulnérables en institution).
41. Sous un angle différent, les activités de ces principales catégories relèveront des trois grandes rubriques traditionnelles de l'IPSR du PAM, à savoir intervention prolongée de secours, intervention prolongée en faveur des réfugiés, et intervention de redressement/relèvement.

Bénéficiaires, assortiment alimentaire et produits nécessaires

42. La mission conjointe d'évaluation recommandait que le PAM vienne en aide à un nombre total de 835 000 bénéficiaires directs, en moyenne, au titre de l'IPSR régionale en 2002, en sus de ceux qui peuvent bénéficier des autres filières d'aide alimentaire. À l'échelle de chaque pays, la mission a estimé que les effectifs moyens pour 2002 seraient de 507 000 (61 pour cent du nombre total de bénéficiaires) en Sierra Leone, de 216 000 (26 pour cent) en Guinée et de 112 000 (13 pour cent) au Libéria, tous types d'interventions confondus (voir le tableau 4).

TABLEAU 4: EFFECTIF DE BÉNÉFICIAIRES DIRECTS/COMPOSITION PAR SEXE DANS CHAQUE PAYS ET POUR CHAQUE TYPE D'INTERVENTION

Type d'intervention	Libéria	Sierra Leone	Guinée	Région
Ration générale	70 000	190 500	180 000	440 500
Actions curatives	9 000	33 000	14 000	56 000
Filets de sécurité	33 000	283 500	22 000	338 500
Total	112 000	507 000	216 000	835 000
	(Femmes: 59 260 ou 53%)	(Femmes: 296 350 ou 58%)	(Femmes: 135 100 ou 63%)	(Femmes: 492 460 ou 59%)

43. La ventilation régionale entre les trois grands groupes d'intervention est la suivante:
- ration générale pour 440 500 personnes vulnérables (53 pour cent de l'effectif total);
 - interventions curatives pour 56 000 personnes souffrant de malnutrition grave et modérée (7 pour cent); et
 - programmes servant de filets de sécurité à 338 500 personnes (40 pour cent).
44. Les tableaux 5, 6, 7 et 8 résument les produits requis pour les catégories d'intervention susmentionnées.



Intervention d'urgence par le biais de la distribution générale d'une ration (tableau 5)

- effectif moyen 440 500
 - quantité: 75 323 tonnes
 - ration complète: 2 103 kilocalories (pour ceux qui dépendent entièrement de l'aide extérieure): 450 grammes de céréales, 50 grammes de légumineuses, 30 grammes d'huile, 25 grammes de mélange maïs-soja, 5 grammes de sel
 - ration réduite: 1 788 kilocalories (pour ceux qui disposent de moyens limités de survie): 400 grammes de céréales, 50 grammes de légumineuses, 25 grammes d'huile⁶, 5 grammes de sel.
45. Les personnes déplacées (réfugiés et PDI) qui sont tributaires de l'aide alimentaire pour survivre recevront une ration générale durant une campagne agricole complète ou jusqu'à ce qu'ils aient développé certains mécanismes de survie, par exemple des activités agricoles. Les rapatriés recevront une ration de deux mois de 1 788 kilocalories pour les aider à se construire un abri permanent, à préparer la terre pour les semis et à devenir autosuffisants.

Intervention d'urgence par le biais d'actions curatives (tableau 6)

- effectif moyen: 56 000 personnes
- quantité: 5 537 tonnes
- ration thérapeutique (725 kilocalories): 30 grammes d'huile, 100 grammes de mélange maïs-soja, 20 grammes de sucre
- ration supplémentaire à emporter (1 251 kilocalories): 25 grammes d'huile, 250 grammes de mélange maïs-soja, 20 grammes de sucre.

Intervention d'urgence/de redressement/de relèvement par le biais de programmes servant de filets de sécurité (tableau 7)

46. Ces programmes s'adresseront aux familles vivant dans l'insécurité alimentaire dans les zones où le risque de malnutrition est élevé. Certains des programmes servant de filets de sécurité encourageront les communautés à se constituer des actifs durables.

➤ Vivres-contre-travail

effectif moyen: 62 000 (en moyenne cinq bénéficiaires pour chaque ration vivres-contre-travail), dont 17 000 en Guinée (moyenne de 150 jours) et 45 000 en Sierra Leone et au Libéria (moyenne de 120 jours)

quantité: 13 560 tonnes

la ration vivres-contre-travail différera en Guinée où, conformément à la stratégie du programme de pays, la ration sera de: 2 000 grammes de céréales, 200 grammes de légumineuses, 100 grammes d'huile (ration familiale calculée pour une famille de cinq personnes en moyenne). Au Libéria et en Sierra Leone, la ration sera de: 1 000 grammes de céréales, 300 grammes de légumineuses, 125 grammes d'huile (pour cinq personnes). Les activités vivres-contre-travail

⁶ En Sierra Leone, la ration comprendra 32 grammes d'huile pour être en harmonie avec la quantité fournie par les trois autres filières d'aide alimentaire disponibles dans le pays.



incluront des activités visant à promouvoir la production vivrière, la remise en état des routes et la construction d'équipements d'adduction d'eau/d'assainissement.

➤ **Vivres pour la formation**

effectif: 20 000

ration: 1 122 kilocalories; 200 grammes de céréales, 60 grammes de légumineuses, 25 grammes d'huile

quantité: 1 197 tonnes

➤ **Alimentation en institution**

effectif: 6 500

ration: 1 880 kilocalories; 370 grammes de céréales, 40 grammes de légumineuses, 25 grammes d'huile, 50 grammes de mélange maïs-soja, 10 grammes de sucre, 5 grammes de sel

quantité: 1 187 tonnes

➤ **Alimentation scolaire d'urgence**

effectif: 250 000

ration (628 kilocalories): 100 grammes de céréales, 30 grammes de légumineuses, 20 grammes d'huile, 5 grammes de sel

quantité: 8 138 tonnes

TABLEAU 5: PRODUITS ALIMENTAIRES NÉCESSAIRES PAR INTERVENTION—RATION GÉNÉRALE (en tonnes)

Produits	Ration intégrale	Ration réduite	Total
Céréales	26 773	34 659	61 432
Légumineuses	2 975	4 332	7 307
Huile	1 785	2 581	4 366
Mélange maïs-soja	1 487	-	1 487
Sucre	-	-	-
Sel	297	433	731
Total	33 317	42 005	75 323

TABLEAU 6: PRODUITS ALIMENTAIRES NÉCESSAIRES PAR INTERVENTION—INTERVENTIONS CURATIVES (en tonnes)

Produits	Ration thérapeutique	Ration complémentaire et SMI	Total
Céréales	-	-	-
Légumineuses	-	-	-
Huile	102	426	528
Mélange maïs-soja	339	4 261	4 600
Sucre	68	341	409



Sel	-	-	-
Total	509	5 028	5 537

**TABLEAU 7: PRODUITS ALIMENTAIRES NÉCESSAIRES PAR INTERVENTION—
FILETS DE SÉCURITÉ
(en tonnes)**

Produits	Vivres-contre-travail	Vivres pour la formation	Alimentation en institution	Alimentation scolaire	Total
Céréales	10 500	840	878	5 250	17 468
Légumineuses	2 130	252	95	1 575	4 052
Huile	930	105	59	1 050	2 144
Mélange maïs-soja	-	-	119	-	119
Sucre	-	-	24	-	24
Sel	-	-	12	263	275
Total	13 560	1 197	1 187	8 138	24 082

**TABLEAU 8: TOTAL DES PRODUITS ALIMENTAIRES REQUIS
PAR INTERVENTION
(en tonnes)**

Céréales	Légumineuses	Huile	Mélange maïs-soja	Sucre	Sel	Total
78 900	11 359	7 038	6 206	433	1 006	104 943

Dispositifs institutionnels, choix des partenaires et coordination

47. Le PAM continuera de fournir son aide dans le cadre établi par les institutions des Nations Unies à l'échelle de chaque pays, en consultation avec les autorités nationales compétentes, la communauté internationale et les ONG. La coordination stratégique sera assurée par le Coordonnateur résident des Nations Unies et/ou le Coordonnateur de l'aide humanitaire. La coordination opérationnelle sera assurée dans chaque pays par les comités de l'aide alimentaire, s'ils existent.
48. En Guinée, l'OCHA est responsable de la coordination stratégique de l'aide humanitaire. S'agissant de la coordination des opérations, le PAM préside les réunions sur l'aide et la sécurité alimentaire auxquelles participent les institutions des Nations Unies, les ONG et les donateurs. Les réunions hebdomadaires de coordination sont organisées par le HCR à Conakry et à Kissidougou. Les représentants du HCR et du PAM se réunissent régulièrement. En outre, des réunions se tiendront régulièrement entre le HCR, le PAM et les donateurs. En Sierra Leone, le Secrétariat à l'aide alimentaire est le principal organisme de contrepartie du PAM pour la coordination de l'aide alimentaire. Le Comité de l'aide alimentaire et ses organes techniques harmonisent les grandes orientations, les stratégies et les modalités d'exécution des quatre organismes qui fournissent l'aide alimentaire —le PAM, le Service de secours catholique, CARE et *World Vision International*. Pour éviter tout chevauchement de leurs actions, ces organismes sont convenus d'un partage de la zone géographique. Au Libéria, la coordination est assurée par des mécanismes institutionnels tels que les réunions des chefs de secrétariat, les groupes thématiques des Nations Unies, le CPA, le Forum de la sécurité alimentaire, les réunions de coordination Nations



Unies/ONG/donateurs et les réunions de coordination réfugiés/PDI sous l'égide du gouvernement.

49. Le PAM continuera de travailler activement avec toute une gamme de partenaires, y compris les ONG, les institutions des Nations Unies et les contreparties gouvernementales, sur les questions intersectorielles. Les activités des programmes du PAM seront exécutées par des ONG nationales et internationales, dont les frais seront en partie financés par les fonds TTEM (transport terrestre, entreposage et manutention). Les partenaires d'exécution continueront d'être sélectionnés en fonction de leur efficacité opérationnelle et financière. Outre qu'il financera les coûts TTEM, le PAM aidera à renforcer les capacités et fournira des apports non alimentaires à ses partenaires, au titre des autres coûts opérationnels directs.
50. Pour optimiser l'impact de son aide alimentaire, le PAM coordonnera son action avec celle d'autres partenaires des milieux humanitaires pour fournir des contributions non alimentaires telles que des matériaux pour les abris, du matériel pour l'adduction d'eau/l'assainissement, des ustensiles de cuisine, des semences et des outils, outre les aliments thérapeutiques.
51. La collaboration avec le HCR concernant l'aide aux réfugiés est régie par le Mémorandum d'accord signé par les deux organisations, lequel précise les responsabilités de l'une et de l'autre; elle est mise en œuvre par des réunions régulières au niveau national et régional, ainsi que sur le terrain. Il est particulièrement important que les PLA soient situés aussi près que possible des sites où vivent les réfugiés. Les modalités de distribution, les rapports et l'utilisation des produits alimentaires sont régis par l'Accord tripartite conclu entre le HCR, le PAM et les partenaires d'exécution, lequel tient compte des Engagements du PAM en faveur des femmes.
52. La mise en œuvre des Engagements du PAM en faveur des femmes au cours des cinq dernières années a donné des résultats mitigés. Au Libéria, en Sierra Leone et en Guinée (comme dans d'autres pays), des progrès importants ont été enregistrés dans certains domaines (par exemple, scolarisation accrue des filles), mais il reste encore de sérieux problèmes dans d'autres, notamment la nécessité d'améliorer l'accès des femmes aux ressources, et leur contrôle de celles-ci, en particulier des vivres. Compte tenu des objectifs de la politique du PAM en faveur des femmes, c'est là une préoccupation particulière dans la sous-région, qui accueille une des populations les plus importantes de réfugiés et de PDI au monde. C'est dans les camps de réfugiés et de PDI que le PAM rencontre certaines difficultés importantes pour s'acquitter de ses engagements en faveur des femmes. Un facteur crucial est de contrôler ce que deviennent les produits alimentaires en aval des PLA et des points de distribution. Compte tenu de ce problème, le PAM continuera de sensibiliser ses partenaires, en particulier le HCR, afin de mieux faire comprendre son mandat en faveur des femmes. Des discussions plus poussées sur les Engagements du PAM en faveur des femmes avec le HCR et les autres partenaires permettraient également au PAM d'aplanir les différences entre les grandes orientations pour promouvoir l'émancipation de la femme comme but commun de toutes les parties concernées. La collaboration entre le PAM et l'UNICEF a essentiellement lieu dans des situations qui ne concernent pas les réfugiés (par exemple, l'aide aux PDI), au niveau national et sur le terrain. Elle est régie par le Mémorandum d'accord signé par les deux organisations qui définit précisément les responsabilités de l'une et de l'autre, compte tenu de l'avantage comparatif dont jouit chacune d'elles.



Renforcement des capacités

53. Les trois bureaux de pays du PAM continueront de travailler en collaboration étroite avec les ministères gouvernementaux de contrepartie de chaque pays (Ministère de l'administration territoriale en Guinée, Ministère du plan et des affaires économiques au Libéria et Ministère de la planification économique et du développement en Sierra Leone). Le PAM continuera également de travailler avec les ONG nationales et internationales qui sont ses partenaires afin d'assurer le renforcement des capacités par le biais de la formation des contreparties à la gestion des diverses opérations, y compris évaluation des besoins, enregistrement/vérification, établissement des rapports, manutention et distribution des vivres. Le financement de ces activités de renforcement des capacités se fera par le biais du budget des autres COD.

Dispositif logistique

54. Compte tenu de la nature fluctuante de la situation dans la sous-région, il pourra être nécessaire de déplacer des produits d'un pays à l'autre. La méthode de la gestion régionale de l'acheminement des produits continuera à ménager la souplesse requise. Cette approche a permis d'établir un taux TTEM uniforme. Un parc stratégique régional permet le déploiement rapide des camions du PAM dans les zones inaccessibles couvertes par l'IPSR, où aucun opérateur commercial ne va.
55. Le bureau du PAM en **Sierra Leone** continuera d'assurer le transport des vivres entre le port de Freetown et les PLA ainsi que les points de distribution finale (PDF). Dans la mesure du possible, le PAM continuera de recourir à des transporteurs du secteur privé afin d'améliorer la gestion des entreprises, de développer la concurrence et de stimuler le commerce dans le pays dans le secteur du transport routier. Le PAM gardera son parc régional de camions pour atteindre les zones inaccessibles où n'opèrent que peu de transporteurs.
56. Diverses opérations spéciales d'appui logistique ont facilité l'exécution des programmes de l'IPSR. Le service de soutien hélicoptère a facilité les mouvements des travailleurs humanitaires, des missions d'évaluation ainsi que la livraison des équipements de secours (par exemple des fournitures médicales) dans les régions qui leur étaient sans cela impossibles ou difficiles d'atteindre. La sécurité du personnel humanitaire est également assurée de cette manière. Le PAM continuera également de contribuer à la remise en état du réseau routier par des opérations spéciales. En collaboration avec l'Office routier de la Sierra Leone, le programme a élaboré une opération spéciale pour remettre les routes en état, ce qui est crucial pour transporter de manière efficace les secours humanitaires, réinstaller les PDI et les réfugiés en toute sécurité, et redémarrer une activité commerciale dynamique. Le PAM aide également à remettre en état les équipements portuaires de Freetown afin d'améliorer la sécurité de la manutention et de l'entreposage et d'encourager les importations commerciales.
57. Tous les produits alimentaires du PAM destinés à la Guinée passent par le port de Conakry et l'entrepôt central de Tombo (à Conakry) dont la capacité d'entreposage est de 15 000 tonnes. Le bureau de pays utilise en grande partie des camions de location pour transporter les produits alimentaires vers les PLA. Il a établi une liste de transporteurs dont la capacité est suffisante, qui constituent une réserve d'opérateurs fiables et réguliers. Les produits sont expédiés à partir de l'entrepôt principal de Tombo par l'un des sept transporteurs sous contrat vers les PLA ci-après: Kissidougou, Kountaya, Boreya, Dabola, Sembakouya, Nzerekore et Sereidou.
58. La gestion des PLA est assurée par le PAM par le biais d'un accord de sous-traitance conclu avec les partenaires d'exécution en fonction de leur efficacité, qui est régulièrement



surveillée. L'Office allemand de la coopération technique (GTZ) est à l'heure actuelle le partenaire qui fournit le personnel des entrepôts du PAM dans les bureaux auxiliaires. Les services rendus sont notamment le déchargement des produits dans les entrepôts des PLA, l'entreposage, la fumigation et le nouveau conditionnement si nécessaire, ainsi que le chargement des camions qui sortent de l'entrepôt.

59. Le PAM favorise le renforcement des capacités en utilisant au maximum les transporteurs commerciaux. Cependant, pour garantir la livraison dans les délais voulus des produits dans les zones d'accès difficile, le programme a déployé 13 camions qui font partie de son parc stratégique régional. Ces camions seront répartis en deux groupes pour desservir les deux PLA les plus importants (Dabola et Kissidougou), en fonction des besoins. Un directeur du parc de véhicules a été nommé pour superviser la gestion et résoudre les problèmes de transport au niveau des PLA/PDF, sous la supervision de deux responsables internationaux de la logistique installés à Dabola et Kissidougou.
60. Depuis février 2001, le système de suivi des produits COMPAS est opérationnel en Guinée. Cet outil permet de surveiller tous les mouvements de produits, de l'annonce de la contribution jusqu'à la distribution.
61. Au Libéria, quatre activités logistiques ont été mises en place: opérations portuaires, transport, mise en route de COMPAS et entretien du parc. Les opérations portuaires concernent principalement le déchargement. Le bureau du port assure le déchargement, le chargement des navires et des camions, l'emportage et le dépotage des conteneurs, ainsi que le dédouanement et le transit des produits alimentaires et des articles non alimentaires. Il est également chargé de la gestion des entrepôts du PAM ainsi que de la réception, de l'entreposage et du gavage de tous les produits alimentaires ou non alimentaires, pour le PAM et pour les autres institutions des Nations Unies. Lorsque les cargaisons de vivres arrivent au port de Monrovia, elles sont transportées vers les entrepôts pour entreposage en aval. À partir des points de stockage, les produits sont envoyés aux PLA et aux PDF. À l'heure actuelle, le port libre de Monrovia a 8 entrepôts d'une capacité totale de 13 200 tonnes pour l'entreposage des produits du PAM. Fumigation et pulvérisations sont effectuées régulièrement par le PAM pour protéger les produits alimentaires stockés en entrepôts.
62. La chaîne de transport comprend à la fois des véhicules commerciaux et des camions du PAM. Au fil des ans, le PAM a développé des relations étroites avec les transporteurs, qui transportent à l'heure actuelle 35 pour cent des produits fournis par le PAM. Compte tenu du manque de sécurité et de difficultés techniques telles que le mauvais état des routes, les camions du PAM assurent le transport de 65 pour cent des produits (42 camions basés à Monrovia et dans les bureaux auxiliaires). Dans certains bureaux auxiliaires, le PAM a installé des stations-service qui sont chargées de stocker et de distribuer le carburant.
63. Il y a trois sites COMPAS opérationnels dans le pays. Ils sont situés à Phebe, Harper et Freeport. L'échange de données comprend deux processus: entre tous les sites et le bureau du PAM à Monrovia et vice versa; entre le bureau de pays et le siège ainsi que le bureau de région et vice versa.
64. L'équipe de maintenance du parc régional du PAM continue d'assurer les réparations de tous les véhicules et de tout le matériel à Freeport. Une unité mobile a été déployée sur le terrain pour mener à bien les activités de maintenance et de réparation. Cette unité assure également la surveillance des mouvements de pièces détachées, y compris des outils et du matériel du bureau de pays.



Ciblage—Suivi et évaluation

65. L'amélioration des systèmes d'évaluation de la vulnérabilité sera essentielle pour optimiser l'impact de l'aide alimentaire. Cela permettra au PAM et à ses partenaires d'améliorer le ciblage de l'aide alimentaire et des autres types d'assistance aux populations dont l'insécurité alimentaire est la plus marquée. Le PAM jouera un rôle central aux niveaux à la fois régional et national, en particulier en mettant en place les systèmes de collecte des renseignements sur la sécurité alimentaire. À cet effet, le nouveau bureau régional qui s'est ouvert à Dakar en septembre 2001 a créé une cellule ACV, qui aidera les divers bureaux de pays à perfectionner leurs systèmes d'évaluation de la vulnérabilité. Des groupes intersectoriels d'évaluation de la vulnérabilité devront également être créés à l'échelon national et sur le terrain pour que l'efficacité des programmes d'aide alimentaire puisse être réexaminée et améliorée à intervalles réguliers.
66. Afin d'assurer un ciblage approprié, le recours aux inspecteurs ACV sur le terrain sera essentiel, en particulier dans les bureaux auxiliaires. Le rôle de ces inspecteurs sera de collecter des renseignements sur toute une gamme d'indicateurs de la sécurité alimentaire, par exemple la production agricole, les prix du marché, la nutrition, la santé, l'assainissement et les déplacements. Cette information sera analysée et incorporée aux évaluations régulières qui seront effectuées à des moments stratégiques du calendrier agricole, par exemple au moment des récoltes.
67. L'analyse de la vulnérabilité sera faite dans différentes zones géographiques et à l'échelon des ménages. L'analyse géographique permettra au PAM et à ses partenaires humanitaires de prévoir les pénuries ou l'insécurité alimentaires d'ampleur significative. Cela permettra un ciblage géographique plus efficace, et un déploiement rapide de l'aide dans les zones et vers les populations qui en ont le plus besoin. Le PAM envisage également d'améliorer le ciblage au sein des communautés locale. Pour ce faire, des moyens seront mis en place pour recourir aux techniques de l'économie alimentaire des ménages. En mai/juin 2001, le bureau de la Sierra Leone a recruté des consultants du Groupe de l'économie alimentaire pour dispenser au personnel du PAM une formation de six semaines concernant l'utilisation des enquêtes sur l'économie alimentaire des ménages. Ces enquêtes permettront de mieux comprendre les systèmes familiaux alimentaires et de survie de diverses catégories de population visées et fourniront des données de référence par rapport auxquelles l'impact des interventions alimentaires pourra être mesuré et adapté.
68. En 2001, le PAM a pris des mesures importantes pour améliorer les systèmes existants de suivi et d'évaluation ainsi que d'analyse de la vulnérabilité, en collaboration avec d'autres institutions, le gouvernement et des consultants extérieurs. Le système de suivi et d'évaluation sert à mesurer les résultats et l'avancement des opérations par rapport aux activités prévues, tout en mesurant l'impact de l'aide alimentaire et des activités sur la vie des bénéficiaires, dans une perspective tenant compte de la situation des femmes. Le PAM travaille en collaboration étroite avec ses partenaires d'exécution et les autres institutions des Nations Unies pour mesurer l'impact de l'aide humanitaire. Des indicateurs d'impact intersectoriels (notamment sur la nutrition, la santé et les disparités hommes-femmes) sont utilisés pour juger de l'efficacité de l'aide. Les indicateurs nutritionnels sont notamment le taux global de malnutrition, le taux de morbidité, les taux de fréquentation et de réadmission dans les centres d'alimentation thérapeutiques.
69. En Sierra Leone, le PAM bénéficiera du détachement d'un expert-conseiller en sécurité alimentaire de *Save the Children Fund* (SCF)-Royaume-Uni afin de perfectionner et de développer plus avant ses systèmes locaux de suivi et d'évaluation et d'ACV. SCF (Royaume-Uni) a une expérience vaste et confirmée en matière de sécurité alimentaire, dont bénéficiera tout le personnel participant, ce qui représente un élément important de



renforcement des capacités mis en œuvre à l'instigation du PAM. Une cellule d'appui technique a été créée pour fournir l'assistance technique requise au personnel du programme du PAM, aux contreparties du gouvernement et aux partenaires d'exécution afin d'améliorer le ciblage, la gestion, le suivi et la transparence des programmes du PAM. De plus, le PAM s'est associé à l'UNICEF, à l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et au Ministère du développement de la Sierra Leone pour créer un système national de surveillance de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Les systèmes de collecte et d'analyse des données sur la sécurité alimentaire de la cellule d'appui technique seront gérés en collaboration étroite avec ce dernier.

70. En Guinée, le bureau de pays renforcera le système actuel de suivi en harmonisant et en analysant régulièrement les données quantitatives recueillies, par exemple sur la nutrition et la sécurité alimentaire. Les suivis post-distribution représenteront une source d'informations, tout comme les suivis nutritionnels effectués par les ONG intervenant sur les plans médical/nutritionnel telles que Action contre la faim (ACF), Médecins sans Frontières (MSF) et Médecins du Monde (MDM).
71. Au Libéria, le système de suivi s'est amélioré depuis que de nouveaux surveillants de l'aide alimentaire ont été engagés. Le PAM entreprend des évaluations périodiques des activités, en collaboration avec des ONG telles que ACF, MSF et les Services du secours catholique.

Plan d'intervention—Appel commun des Nations Unies pour la région— Souplesse régionale

72. Au début de 2001, le PAM a mis au point des plans d'intervention pour la Sierra Leone et la Guinée, afin de renforcer les préparatifs en cas de crise. De plus, un plan d'intervention a été préparé pour la Côte d'Ivoire au cas où la situation de la sous-région se dégraderait et qu'il y ait des répercussions dans ce pays. Les trois pays visés par l'IPSR proposée prennent part au processus d'appel commun des Nations Unies, et toutes les activités du PAM prévues dans le cadre de l'IPSR figureront dans l'appel commun pour la sous-région qui sera lancé en 2002 sous les auspices de OCHA. Le nouveau bureau régional de Dakar jouera un rôle essentiel de coordination de ce processus. Compte tenu de la dynamique et de l'évolution rapide de la situation dans la sous-région, des plans d'intervention sont utilisés par le PAM pour réagir rapidement et efficacement en fonction de l'évolution de la situation et pour réorienter les interventions si nécessaire.
73. L'IPSR est un outil souple qui permet au PAM de déplacer des ressources d'une partie de la sous-région vers une autre, en fonction des besoins. À la différence des deux IPSR régionales précédentes (04604.6 et 06271.0), la stratégie régionale adoptée dans le cadre de cette nouvelle IPSR ménage au PAM la souplesse nécessaire pour redéployer les ressources à l'intérieur de la sous-région en fonction de la situation (c'est-à-dire à la fois à l'intérieur de chacun des trois pays et d'un pays à l'autre, ainsi qu'en Côte d'Ivoire). Outre ce qui est indiqué dans le cadre du dispositif logistique (paragraphe 53 à 63), d'autres ressources opérationnelles, en particulier du personnel, relèveront de cette approche très souple.



Mesures sécuritaires

74. Compte tenu de la régularité des combats transfrontaliers, la sécurité est une grande source de préoccupation. Le personnel, les vivres et le matériel sont constamment menacés, étant donné que la situation reste précaire. Les stocks du PAM sont particulièrement vulnérables face aux pillages. Le programme a nommé un responsable régional de la sécurité (actuellement basé à Conakry) qui pourra être réaffecté en fonction des besoins. Il est chargé de prendre les mesures qui permettront de garantir la sécurité du personnel, des vivres et du matériel. En raison de la nature fluctuante de la situation, un assistant chargé de la sécurité est basé en permanence à Kissidougou. Du matériel de communication supplémentaire pour les véhicules et les bureaux a été acheté afin de renforcer la capacité d'intervention en cas d'urgence.
75. La structure des Nations Unies s'occupant de la sécurité sur le terrain est le cadre général qui assure la sécurité du personnel. La formation concernant la sécurité a été dispensée de manière systématique dans l'ensemble de la sous-région (y compris à Kissidougou). Des plans d'évacuation ont été mis en place et sont régulièrement mis à jour.
76. Le PAM a demandé des fonds dans le cadre d'une opération spéciale pour financer un avion à voilure fixe pour la sous-région afin de répondre aux besoins des milieux humanitaires. Basé à Conakry, cet avion destiné aux passagers assurerait essentiellement des vols à l'intérieur de la Guinée et entre la Guinée et les pays voisins. Il permettrait entre autre l'évacuation rapide du personnel humanitaire des zones dangereuses sans délai d'attente, si le besoin s'en faisait sentir.

Stratégie de retrait

77. La situation étant très fluctuante et les déplacements de population n'ayant pas cessé, les interventions principales du PAM seront orientées sur les secours. Toutefois, le programme encouragera parallèlement des stratégies d'autosuffisance dans la mesure du possible. Le PAM encourage fortement les divers gouvernements de la région à intensifier leurs efforts de distribution de parcelles arables de taille adéquate aux populations déplacées (réfugiés, PDI et rapatriés). Cela permettra à ces populations de produire une partie de la nourriture dont ils ont besoin. La distribution des terres est cruciale, mais il sera également essentiel de mettre en place des programmes bien coordonnés de distribution de semences et d'outils. Dans le cadre de sa stratégie visant à promouvoir l'autosuffisance, le PAM lancera des programmes d'aide alimentaire visant à constituer des actifs, par exemple vivres-contre-travail et vivres pour la formation.
78. En février 2002, les trois bureaux de pays effectueront une évaluation des activités mises en œuvre dans le cadre de l'IPSR dans le pays au cours de l'année 2001. Ces évaluations jetteront les bases de la mise en place d'un nouveau processus de consultation qui démarrera en mars ou avril 2002 avec tous les partenaires humanitaires, lequel aboutira à la préparation de la prochaine mission d'évaluation des besoins alimentaires PAM/HCR/donateurs, en mai 2002.



BUDGET PROPOSE ET APPORTS NECESSAIRES

79. Au total, 104 943 tonnes de produits alimentaires seront nécessaires (voir les tableaux 5, 6 et 7 et l'annexe I) —dont 75 323 pour la ration de base générale, 5 537 pour les actions curatives et 24 082 pour les programmes servant de filets de sécurité. Comme indiqué dans le budget (annexe I), les coûts totaux pour le PAM s'élèvent au total à 60 400 746 dollars. Au total, les coûts opérationnels directs s'élèvent à 48 921 847 dollars, les coûts d'appui directs (CAD) à 7 108 530 dollars et les autres coûts opérationnels directs à 1 010 000 dollars.
80. Les apports de vivres de la nouvelle IPSR représentent une diminution de 6 449 tonnes (6 pour cent) par rapport aux besoins de l'IPSR en cours (Région côtière de l'Afrique de l'Ouest 06271.0), soit 111 392 tonnes. De même, les coûts directs pour le PAM représentent une diminution de 4 568 143 dollars (ou de 7 pour cent) par rapport à ceux de l'opération en cours. Le taux TTEM a également été réduit de 8 dollars par tonne, passant de 135 à 127 dollars par tonne. L'élément CAD suit la même tendance puisqu'il est passé de 8 366 625 dollars (75 dollars la tonne) à 7 108 530 dollars (67,7 dollars la tonne), ce qui représente une diminution de 9,7 pour cent du taux moyen par tonne.

RECOMMANDATION DU DIRECTEUR EXECUTIF

81. Il est demandé au Conseil d'administration d'approuver la présente IPSR, dont bénéficieront 835 000 personnes en un an (2002), dont le coût total sera pour le PAM de 23 813 442 dollars au titre des produits alimentaires et de 60 400 746 dollars au titre des coûts directs.



ANNEXE I

VENTILATION DES COÛTS DU PROJET

	Quantité (tonnes)	Coût moyen par tonne	Valeur (dollars)
COÛTS POUR LE PAM			
A. Coûts opérationnels directs			
Produits ¹			
– Céréales	78 900	184	14 5
– Légumineuses	11 359	230	2 5
– Huile végétale	7 038	686	4 8
– Mélange maïs-soja	6 207	266	1 6
– Sucre	433	270	116 9
– Sel	1 006	120	120 7
Total, produits	104 943		23 8
Transport extérieur			10 7
Transport terrestre			4 8
Total partiel pour TIEM			8 4
Total, TTEM			13 3
Autres coûts opérationnels directs			1 0
Total, coûts opérationnels directs			48 9
B. Coûts d'appui directs (voir annexe II pour les détails)			
Total, coûts d'appui directs			7 1
C. Coûts d'appui indirects (7,8 pour cent du total des coûts directs)			
Total partiel, coûts d'appui indirects			4 3
COÛT TOTAL POUR LE PAM			60 4

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. La gamme précise de produits et les quantités à fournir au projet comme à tous les projets assistés par le PAM peuvent varier au cours du temps en fonction des disponibilités du PAM et du marché intérieur des pays bénéficiaires.



ANNEXE II**BESOINS D'APPUI DIRECTS (*dollars*)****Dépenses de personnel**

Personnel international, cadre organique	3 159 000
Personnel national, cadre organique	114 000
Personnel national, services généraux	1 512 000
Heures supplémentaires	11 000
Mesures d'incitation (prime de risque et congé de détente)	120 000
Consultants internationaux	75 000
Consultants nationaux	48 000
VNU	679 000
Déplacements officiels du personnel	178 963
Formation et perfectionnement du personnel	87 567

Total partiel **5 984 530**

Dépenses de bureau et autres frais renouvelables

Location de locaux	197 000
Services collectifs	120 000
Fournitures de bureau	70 000
Matériel de télécommunication/informatique	140 000
Assurance	45 000
Réparation et entretien du matériel	35 000
Coûts d'entretien et de fonctionnement des véhicules	250 000
Autres dépenses de bureau	57 000

Total partiel **914 000**

Équipements et autres frais fixes

Meubles, outils et matériel	50 000
Véhicules	95 000
Matériel de télécommunication/informatique	65 000

Total partiel **210 000**

TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS **7 108 530**



LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

ACF	Action contre la faim
ACV	Analyse et cartographie de la vulnérabilité
CAD	Coûts d'appui directs
CARE	Société coopérative pour l'aide au monde entier
COD	Coûts opérationnels directs
CPA	Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire
ECOMOG	Groupe de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest du contrôle du cessez-le-feu
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
GTZ	Office allemand de la coopération technique
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IDH	Indice de développement humain
IPS	Intervention prolongée de secours
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
MDM	Médecins du Monde
MSF	Médecins sans Frontières
OCHA	Bureau pour la coordination des affaires humanitaires
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
PDF	Point de distribution finale
PDI	Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays
PDI	Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays
PLA	Points de livraison avancés
PNB	Produit national brut
SCF	<i>Save the Children Fund</i>
SMI	Santé maternelle et infantile
TTEM	Transport terrestre, entreposage et manutention
UNAMSIL	Mission de maintien de la paix des Nations Unies
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCT	Vivres-contre-travail

